

TRANSSEXUALISME

TI Y a trans et transe..

Alors que le Conseil de l'Europe demande qu'il ne soit plus obligatoire de se faire opérer pour changer d'état civil et que le ministère de la Santé fait une ouverture sur ce dossier, les associations se divisent. Texte GWÉNAÏD-ANRÉ...



Pour Delphine Ravisé-Giard et Stéphanie Nicot, de TransAide, il faut faire la distinction entre transsexuels et personnes transgenres.

Transsexualisme et transgenre ont souvent été confondus, alors qu'il s'agit de deux démarches différentes. Le transsexualisme attache l'identité de la personne au sexe. En revanche, pour les transgenres, l'identité masculine ou féminine «est une affaire de choix intime, pas d'intervention chirurgicale». Des représentants des unes et des uns, ou inversement, se sont séparés sur un constat de désaccord, fin avril, pour cause de revendications divergentes.

Le combat des trans connaît pourtant des avancées significatives. À Strasbourg, le Conseil de l'Europe vient de recommander à ses quarante-sept États membres de ne plus exiger d'opération médicale pour autoriser un changement de papiers d'identité.

L'article 16.11.2 de la résolution 1728 du 29 avril 2011 demande en effet aux États européens de «traiter la discrimination et les violations des droits de l'homme visant les personnes transgenres et, en particulier, garantir, dans la législation et la pratique, les droits de ces personnes à des documents officiels reflétant l'identité de genre choisie, sans

obligation préalable de subir une stérilisation ou d'autres procédures médicales comme une opération de conversion sexuelle ou une thérapie hormonale». Cette recommandation du Conseil de l'Europe n'aura malheureusement aucune force légale tant que la France ne modifiera pas sa législation. L'avancée est pourtant essentielle pour les personnes transgenres.

«Combien d'entre nous, pour avoir la paix, finissent par fournir des documents médicaux afin d'obtenir leur changement d'état civil?», s'interroge Stéphanie Nicot. Combien se font opérer uniquement pour avoir des papiers? La grande majorité! Certains ne voulaient pas en passer par là mais le font, et finissent par se suicider; en silence...» La porte-parole de TransAide refuse «d'en passer par là». Cette ancienne attachée parlementaire, d'un ex-député socialiste, a entamé une procédure judiciaire pour obtenir une modification d'état civil sans obligation de stérilisation ni d'aucun autre traitement médical imposé. Idem pour Delphine Ravisé-Giard, secrétaire nationale de l'association, et militaire actuellement écartée de son poste. Les deux femmes ont été déboutées

en première instance, la France étant sur une autre ligne que celle aujourd'hui approuvée par le Conseil de l'Europe.

«Nous avons obtenu cette victoire à Strasbourg parce qu'en Europe, il existe un mouvement transgenre représenté par la coordination Transgenre qui ne réduit pas son horizon au transsexualisme, et qui a su se faire entendre!» Stéphanie Nicot estime que les revendications des autres associations trans françaises «sont essentiellement médicales, elles ne prennent pas en compte les personnes transgenres, leur besoin d'insertion sociale».

TransAide a été au bout de sa logique. La rupture a été diversement accueillie par les autres associations. «Ce clivage transsexuels / transgenres n'est pas pertinent! Nous nous battons aussi activement pour les questions d'état civil que sur le parcours médical. Nous nous considérons comme association trans, et non transsexuelle», proteste Samuel, de l'association Outrans.

«Les revendications essentiellement médicales ne prennent pas en compte les personnes transgenres, leur besoin d'insertion sociale.»
Stéphanie Nicot, TransAide.

La brouille survient au moment où le ministère de la Santé fait preuve d'une certaine volonté d'ouverture. Roselyne Bachelot vient en effet de convier les associations à participer à l'élaboration d'un réseau national de centres spécialisés dans les soins du transsexualisme. L'Inter-LGBT salue les efforts de la ministre «à vouloir changer une prise en charge en place depuis trente ans: suivi psychiatrique... aliénant, technique chirurgicale défaillante, stérilisation obligatoire pour l'obtention du changement d'état civil...» Mais elle s'inquiète de l'absence du ministère de la Justice dans cette phase d'ouverture. Cela laisse «la place à un vide juridique, dans les procédures de changement d'état civil des personnes transgenres ou transsexuelles non opérées», dénonce l'Inter-LGBT ainsi que d'autres associations trans, évidemment soucieuses des revendications des personnes transgenres. GA